

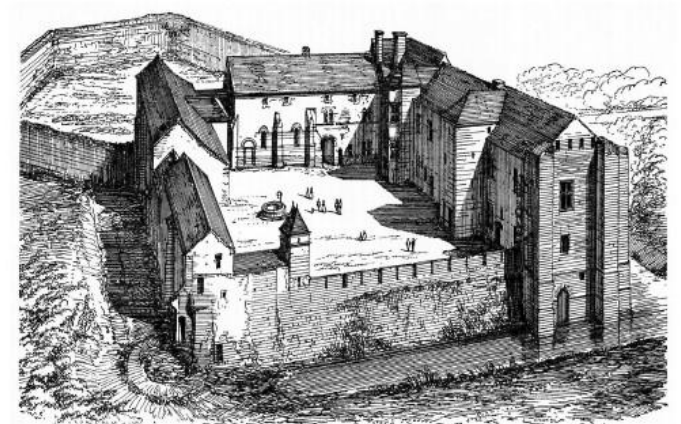
CAHIER DE FORMATION



DEXTRA est une organisation, apparue en 2009, ayant pour objectif la reconstitution d'un pôle de droite authentique, conservateur et anti-libéral au service de la France.

Nos maîtres-mots sont : Autonomie—Enracinement. Pour cela nous dispensons une formation intellectuelle et pratique, nécessaire à la constitution de nouveaux cadres politiques s'engageant concrètement.

**N'hésitez pas à venir à notre rencontre.
Plus d'infos sur : WWW.DEXTRA.FR**



N° 121. — VUE GÉNÉRALE DU CHÂTEAU DE PUY.

COMMUNAUTÉ

« La communauté achevée formée de plusieurs villages est une cité dès lors qu'elle a atteint le niveau de l'autarcie pour ainsi dire complète ; s'étant constituée pour permettre de vivre, elle permet une fois qu'elle existe de mener une vie heureuse.

Voilà pourquoi toute cité est naturelle puisque les communautés antérieures [la famille, le village, les premières cités et les tribus soumises à un roi dont elle procède le sont aussi. [...]

La cité est au nombre des réalités qui existent naturellement, et (...) l'homme est par nature un animal politique. Et celui qui est sans cité, naturellement et non par suite des circonstances, est ou un être dégradé ou au-dessus de l'humanité.

Il est comparable à l'homme traité ignominieusement par Homère de : Sans famille, sans loi, sans foyer, car, en même temps que naturellement apatride, il est aussi un brandon de discorde, et on peut le comparer à une pièce isolée au jeu de trictrac ».

Aristote, *La Politique*

« Le petit poussin brise sa coquille et se met à courir. Peu de choses lui manque pour crier : "Je suis libre...". Mais le petit homme ? Au petit homme, il manque tout. Bien avant de courir, il a besoin d'être tiré de sa mère, lavé, couvert, nourri. Avant que d'être instruit des premiers pas, des premiers mots, il doit être gardé des risques mortels. Le peu qu'il a d'instinct est impuissant à lui procurer les soins nécessaires, il faut qu'il les reçoive, tout ordonnés, d'autrui [...] Le petit homme presque inerte, qui périrait s'il affrontait la nature brute, est reçu dans l'enceinte d'une autre nature empressée, clémente et humaine : il ne vit que parce qu'il en est le petit citoyen. »

Charles Maurras, *Enquête sur la Monarchie*

Nous nous devons en revanche, de sortir de l'individualisme libéral. Du chacun pour soi, du piège de la carrière en entreprise, pour laquelle on délaisse son entourage dans l'espoir de gravir quelques échelons de « l'échelle sociale ». Il nous faut remettre chaque jour en pratique une solidarité active, avec notre famille, nos amis, mais aussi nos voisins. Nous devons nous réapproprier les choses de la vie, l'amitié, la camaraderie ne sont que des exemples parmi tant d'autres : proposer une balade entre amis, au lieu de rester chez soi à regarder la télévision ou de rester « connecté » sur Internet. Il nous est aujourd'hui tout à fait possible, tout en restant dans la cité, d'être autonome. Autonome intellectuellement, en refusant le monde des faiseurs de rêves publicitaires, autonome économiquement, en développant nos propres activités.

Notre pire ennemi en est nous-mêmes, nous nous devons de rétablir nos propres communes pour le bien commun, et ce, en faisant fi de notre confort. Nous ne pouvons-nous satisfaire d'une simple dialectique. Bien évidemment, combattre les effets de l'individualisme libéral en s'attaquant à la racine, c'est éviter le piège d'une vision trop holistique, qui pourrait souffrir d'un dévoiement totalitarisant.

Il est venu le moment de passer de la théorie à la pratique. Les temps présents et à venir, marqués du sceau de l'austérité, de l'isolement et du contrôle social, font réapparaître d'antiques formes de solidarité. On troque avec son voisin des légumes de potager, on met en commun ses moyens (ses outils, sa voiture), on retrouve les valeurs familiales... Les individus rattrapés par la hausse du coût de la vie reforment naturellement des groupes pour se protéger du libéralisme prédateur, de la misère du chômage et du désespoir individuel. Il faut aussi retrouver notre logos, lutter contre l'analphabétisme programmé de l'Education nationale, retrouver notre histoire, opposer de simples feuillets de papier au monde des machines. C'est par ces raisons d'être, ce lien de sang ou de condition acquis par le temps qui enracine, que ces groupements deviennent de vraies communautés. Nous devons encourager la formation de ces communes autonomes, appuyer les initiatives visant à sortir de l'individualisme libéral à travers ce qui est communément appelé aujourd'hui la vie associative ou la société civile : AMAP, monnaie locale, système d'échange local, troc, éducation...

Nous devons rappeler qu'être heureux, ce n'est pas jouir sans entraves, mais être la partie d'un tout.

Il en a été ainsi aussi, de même, pour le pouvoir local, avec la destruction des parlements régionaux, qui a été la première étape. Aujourd'hui la dernière représentation du pouvoir local est le maire, disparaissant progressivement au profit du regroupement de communes, système opaque où le citoyen n'a plus de pouvoir de décision sur les grands aspects de la vie locale. Si l'Etat a récemment mis en place un mécanisme de démocratie participative, nous nous apercevons que les modalités sont tellement complexes qu'il semble très difficile de les mettre en œuvre.

A l'échelon le plus haut, la nation a perdu sa souveraineté. Nous ne battons plus notre propre monnaie, notre politique budgétaire est décidé au niveau supranational. Plus de 80% des lois sont décidées par les instances de l'Union Européenne, coraquée par les lobbies. Notre armée ne fait que lutter pour des intérêts privés ou étrangers, et nous sommes obligés de faire approuver nos politiques par d'autres pays.

La famille était jusqu'à peu, la dernière communauté naturelle préservée. Qu'en dire aujourd'hui, alors que le nombre de familles monoparentales ne cesse de croître, que les familles reconstituées sont devenues une norme ? La libéralisation du divorce et de l'avortement promus par les gouvernements libéraux de droite et de gauche ont sapé le fondement même d'une famille et sa finalité : l'union fidèle d'un homme et d'une femme dans le but de la procréation. Le mariage homosexuel, partie émergée de l'iceberg, n'a fait qu'acter une situation déliquescence.

La déliquescence progressive de la famille est un signe annonciateur de rupture avec l'identité même de l'homme, quand aujourd'hui, la commercialisation des femmes enceintes est souhaitée, et, quand le recours à la manipulation génétique semble être une banalité du fait social... Cette destruction méthodique de nos communautés peut s'expliquer par le remplacement de la Cité par la « société civile ». Le changement intrinsèque de finalité : la recherche du bien commun a été remplacée par la recherche des intérêts individuels.

4. Rétablissons nos communes !

Nous ne pouvons simplement pas tout quitter, nous établir dans un coin désertique pour échapper au monde moderne. Notre recherche du bien commun, du bien de tous nous interdit de fuir.

1. L'homme est un animal politique

Lorsque l'on naît, il nous est effectivement impossible de subvenir à nos besoins naturels, il se passe un certain nombre d'années, avant que nous ne soyons capables d'une autonomie substantielle. Sans la communauté l'homme seul ne peut certes pas survivre, mais il lui est surtout impossible de se réaliser. L'individu en dehors du cadre de la cité, est inachevé, il ne peut être complet qu'en réalisant.

L'Homme est un animal, mais un animal doué de la parole, doué du logos, la capacité indissociable de raisonner, mais aussi de décider et de vouloir. Privé de sa famille, un enfant sauvage ne sera pas capable de ce logos, et ne se démarquera plus de l'animal. C'est donc par la communauté politique que l'individu peut se réaliser et devenir pleinement un être humain c'est-à-dire, réaliser sa nature. La communauté devient ainsi un bien essentiel pour l'être humain.

Bien vers lequel il doit tendre non pour son propre bénéfice mais pour le bien commun. La réalisation de l'être humain, dont la recherche du bonheur est la finalité, n'est donc pas dépendante du confort matériel ou de la réussite personnelle qui serait dénuée de tout lien avec la communauté – car la réussite personnelle ordonnée au bien commun est une condition du bonheur – donc de l'assouvissement de son intérêt individuel. Cette réalisation personnelle de l'être humain est aujourd'hui conditionnée par un monde moderne caractérisé par la vie immédiate et la jouissance sans entraves, facteurs d'artificialisation de la vie en société.

Mais c'est bien de la recherche du bien commun, du bien de la communauté dont il est question ici, permettant de mettre en évidence l'erreur du libéralisme voulant que la somme des intérêts égoïstes soit la condition de l'intérêt général.

Les hommes ne se réunissent pas uniquement pour survivre comme le disent les libéraux (Hobbes, Rousseau...), mais bien pour réaliser leur essence, parce qu'ils ont compris que la vie en communauté dans le cadre politique, c'est-à-dire afin de s'organiser la régulation du corps social est nécessaire. Pour devenir des libres et heureux, les conditions essentielles résident à la fois dans l'autonomie et dans l'enracinement. C'est en cela que la subordination à la Cité est nécessaire. Car seule la Cité a pour finalité le bien commun.

2. La Cité

La famille est la première des communautés naturelles, une famille bien qu'autonome sur de nombreux points a besoin de faire partie d'un village (d'une tribu, etc...) pour survivre, par exemple pour des questions de sécurité. Il en va de même pour ce village par rapport à une province etc...

La Cité seule, aujourd'hui la nation, fait preuve d'assez d'autosuffisance pour être suffisamment autonome, résiliente, suffisamment dans la mesure où la Cité présente les conditions suffisantes d'autonomie, si la communauté politique, composante de cette Cité a compris les tenants et les aboutissants de la régulation du corps social, nécessairement liée à un ordonnance conforme à la nature.

C'est dans cette Cité, que s'articulent les différentes communautés naturelles. Chacune ayant sa compétence, toutes se complétant, aucune ne recoupant une autre. La Cité, laisse à chacune de ses communautés son autonomie dans son champ de compétence.

On appelle cela la subsidiarité. (Il faut néanmoins prendre gare à l'utilisation de ce terme, qui a été galvaudé par les technocrates européens lors du traité de Maastricht).

Ainsi le pouvoir de décision est partagé par les champs de compétence. Le village n'agit pas dans la vie familiale, les corporations ne décident pas de la diplomatie... Plus qu'une simple organisation territoriale, la mise en place de la subsidiarité (la vraie, celle d'Aristote et de Saint-Thomas, ou encore la répartition verticale de Frédéric Le Play, et non la prétendue subsidiarité européenne) permet l'avènement d'une naturelle répartition des pouvoirs, seul gage de la recherche du bien commun.

En effet, même si cette division naturelle ne permet pas de circonvier entièrement aux diverses tentations induites par l'intérêt individuel (l'avarice, la soif de pouvoir...), elle a cependant pour but d'en atténuer les effets qui sont bien visibles aujourd'hui, et dont les conséquences dommageables pour la vie de la Cité ne sont plus à démontrer.

3. La destruction des communautés

La loi le Chapelier du 14-17 juin 1791 et le décret d'Allarde du 2-17 mars ont décrété l'interdiction des corporations. Ces corporations, sous l'Ancien Régime, étaient des communautés composées par les membres d'un même corps de métier. Ainsi réunis, l'expression : "corps de métier" n'a jamais eu autant de sens : elles avaient notamment la capacité de réglementer la pratique de leurs métiers : le temps de travail, les prix ... En sus, d'un pouvoir de réglementation interne, ces corporations agissaient aussi en véritable intermédiaire entre le peuple et le pouvoir. Lorsque le pouvoir royal souhaitait développer stratégiquement une activité, les corporations savaient adapter cette demande pour la rendre réalisable. Il en a été ainsi, lorsque Richelieu décida de reformer la marine française. L'effort des corporations du bois, permit à la France de se doter cinquante ans plus tard, de la flotte la plus puissante du monde

Ces corporations avaient, plus qu'un rôle d'intermédiaire social, un rôle de protecteur : à la fois contre les menaces extérieures, mais aussi intérieures. Ainsi la réglementation des professions permettaient d'éviter, entre autres, la baisse de qualité des prestations et une formation homogène (le fait de devenir artisan compagnon est directement issu des traditions corporatistes), de réglementer les relations entre le travailleur et le patron, et ce non pas, dans la recherche de l'intérêt individuel de l'un et de l'autre, mais dans la recherche de leur bien commun, du bien commun de l'ensemble des membres de cette profession. Les corporations étaient aussi de véritables contre-pouvoirs aux parlements régionaux, mais aussi face au pouvoir royal, desquels elles pouvaient refuser les injonctions.

La destruction de ces corporations en 1791, avait pour but la disparition de ces contre-pouvoirs, au profit du pouvoir central révolutionnaire.

Mais elle a principalement eu pour effet, de laisser le travailleur seul, face à son patron, et surtout face à la concurrence nationale et internationale. C'est ce qui a permis l'avènement du libéralisme économique au XIXe siècle, connu sous le nom de « révolution industrielle », en jouant sur les différences régionales en coût de main d'œuvre ou de matières première et ce pour combler la recherche effrénée des intérêts individuels au détriment de la recherche du bien commun (la mondialisation avant l'heure...).